

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007 CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPUR Languedoc Roussillon (ex st pierre)

150 RUE MAS BRINGAUD
ZI PRES D ARENES
34000 Montpellier

Références : UD34/H1/2024-055
Code AIOT : 0006601123

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement EPUR Languedoc Roussillon (ex st pierre) implanté 150, rue du Mas de Bringaud lieudit Les Prés d'Arènes 34000 Montpellier. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPUR Languedoc Roussillon (ex st pierre)
- 150, rue du Mas de Bringaud lieudit Les Prés d'Arènes 34000 Montpellier

- Code AIOT : 0006601123
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un centre de tri/transit/regroupement de déchets dont la dépollution des bateaux et véhicules hors d'usage.

Thèmes de l'inspection :

- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Accessibilité des engins à proximité de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13.II	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I. 4.1	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
11	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25.V	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I. 2.1	Demande d'action corrective	1 mois
13	Dépollution, démontage et découpage.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42.I	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
2	Maitrise des sinistres.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
3	Moyens de transports hors d'usage.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 7	Sans objet
4	Comportement au feu	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I. 2.2	Sans objet
5	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I. 2.3	Sans objet
7	Déplacement des engins de secours à	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13.III	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'intérieur du site		
8	Mise en station des échelles.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13.IV	Sans objet
9	Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13.V	Sans objet
14	Modification des installations	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46	Sans objet
15	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est proposé une mise en demeure compte tenu que les moyens de défense incendie du site, la disponibilité de la voie engin dans l'impasse au Nord et la dépollution des véhicules sont défaillants. La localisation des stockages de déchets combustibles doit être corrigée. Le volume du bassin de confinement des eaux doit être justifié. Le débroussaillage de la végétation en périphérie doit être réalisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>APPLICABLE AU 1ER JUILLET 2024</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant a présenté une ébauche de plan incendie en cours de constitution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan de défense incendie doit être finalisé pour le 1er juillet 2024. en application de l'échéance de l'arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maitrise des sinistres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets

Prescription contrôlée :

APPLICABLE AU 1ER JUILLET 2024

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense

contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

L'exploitant indique que des exercices incendies sont déjà réalisés annuellement sur le site, par ailleurs certifié ISO 9001, 14001 et 45001.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de transports hors d'usage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets

Prescription contrôlée :

APPLICABLE AU 1ER JUILLET 2024

II. La dépollution d'un moyen de transports hors d'usage s'effectue avant tout autre traitement. Lors de l'opération de dépollution, les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la source d'énergie principale du moyen de transports hors d'usage.

III. L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :

- pour tous les moyens de transports hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du moyen de transports hors d'usage puis enlevée dudit moyen de transport hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;

<ul style="list-style-type: none"> - pour les moyens de transports hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit moyen de transport hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ; - pour les moyens de transports hors d'usage accidentés : - les batteries de démarrage et de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ; - après enlèvement, les batteries issues de ces moyens de transport hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les batteries sont effectivement retirées des véhicules et stockées dans des conteneurs étanches dédiés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Comportement au feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I. 2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.2.1. Comportement au feu des bâtiments Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - l'ensemble de la structure est R15 ; - les matériaux sont de classe A2s1d0 ; Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Objet du contrôle : - présence de documents attestant des propriétés de résistance au feu (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure).</p> <p>2.2.2. Toitures et couvertures de toiture Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3).</p> <p>2.2.3. Désenfumage Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'être à l'origine d'émissions de vapeurs ou gaz toxiques, ou</p>

<p>d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m², - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Objet du contrôle : - présence des dispositifs d'évacuation des fumées et gaz de combustion (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - positionnement des commandes d'ouverture manuelle à proximité des accès.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun bâtiment n'est mis en œuvre sur le site actuellement, à l'exception des bureaux et des vestiaires du personnel (17 personnes employées).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Accessibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I. 2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins deux faces, par une voie engin. Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.</p> <p>Cette voie engin respecte les caractéristiques suivantes :- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès au site est correctement dimensionné. Cependant les stockages de bouteilles d'acétylène et de gazole non routier doivent être éloignés de la voie d'accès principale pour faciliter l'intervention des engins de secours en cas d'incendie.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit positionner la cuve de gazole non routier et les bouteilles d'acétylène à distance de l'unique voie d'accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13.II
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets
Prescription contrôlée : Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ; - chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation définie aux IV et V et la voie « engin ». En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.
Constats : Aucun bâtiment n'abrite actuellement des déchets sur le site. Les voies disponibles sont correctement dimensionnées à l'exception de la voie en impasse à l'extrémité nord du site. Sa largeur utile doit être à minima de 7 m avec une aire de retournement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit aménager la voie en impasse afin que sa largeur utile soit de 7 mètres et qu'une aire de retournement des engins soit disponible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13.III
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets
Prescription contrôlée : Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont : - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; - longueur minimale de 10 mètres, présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».
Constats : Les voies de circulation mises en œuvre sur le site répondent à la prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mise en station des échelles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets
Prescription contrôlée : Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II. Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum, et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm ² . Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures. Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie « échelle » et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.

Constats :
Aucune installation n'est mise en œuvre dans un bâtiment de plus de 8 mètres de hauteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13.V
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets
Prescription contrôlée :
A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.
Constats :
Aucune installation n'est mise en œuvre dans un bâtiment. Les bureaux et vestiaires sont accessibles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I. 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets
Prescription contrôlée :
L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'un système de détection de gaz dans les parties de l'installation présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque et des pelles. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Objet du contrôle : - présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) (au moins un) et des extincteurs (au moins un) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs ; - présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ; - présence de plans des bâtiments, avec descriptions des dangers associés ; - présence d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments concernés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence d'un système de détection avec alarme de gaz dans les parties présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques ; - présence d'une réserve de sable meuble ou matériaux assimilés et des pelles ; - présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an.

Constats :

L'installation n'est pas dotée de poteau(x) incendie. Le poteau accessible le plus proche est trop éloigné pour permettre la défense du site au Nord. Les autres poteaux situés à proximité ne sont pas accessibles compte tenu de l'unique accès possible sur le site.

Les deux réserves incendie disponibles ne permettent pas de répondre au besoin en eau d'extinction. De plus, aucune prise ne permet le raccordement des engins du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Les robinets incendie armés (RIA) ne sont disponibles que si les pompes de mise en pression du réseau ont préalablement été actionnées, ces pompes étant situés au cœur des stockages de déchets, et alimentés en électricité par un réseau aérien non protégé des effets thermiques d'un incendie.

L'essai de fonctionnement du RIA situé au niveau de la presse cisaille réalisée durant la visite a montré la disponibilité effective de ce dernier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en conformité la défense incendie du site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

N° 11 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25.V
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ; - les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un bassin de rétention de 448 mètres cubes pour la rétention des eaux de pluies et des eaux incendies. Aucune justification du dimensionnement de ce bassin au regard des besoins du site n'est disponible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le calcul du besoin de confinement au regard des prescriptions applicables : volume eau incendie + volume de produits libérés + eaux pluviales. Il doit préciser les capacités de confinement permettant de satisfaire ces besoins.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I. 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie des déchets
Prescription contrôlée : Les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés des déchets (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage en extérieur) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, avec un minimum de 20 mètres, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation de déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.
Constats : Une habitation de l'ancien gardien est présente au nord du site. Elle n'est pas située au dessus d'une installation classée. Elle est située à proximité de bennes, vides le jour de la visite. Des stockages de déchets combustibles (batteries, pneumatiques,pare-choc...) sont situés en bordures Est et Sud du site, long des bâtiments mitoyens. Ces bâtiments disposent d'ouvertures, et de simples bardages qui ne permettent pas de retenir un caractère coupe-feu. De la végétation (cannes de Provence notamment) est présente en périphérie du site, plus particulièrement le long de la voie ferrée au nord, au niveau de la zone de stockage des moteurs extraits des VHU.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les stockages doivent être déplacés au centre du site. La végétation périphérique doit être débroussaillée afin d'éviter toute propagation d'incendie interne ou externe au site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Dépollution, démontage et découpage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42.I
Thème(s) : Risques chroniques, Dépollution, démontage et découpage.
Prescription contrôlée : L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.

<p>I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; - les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; - le verre est retiré ; - les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; - les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; - les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; - les pneumatiques sont démontés ; - les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure ; - les pots catalytiques sont retirés ; « - les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la source d'énergie principale du véhicule. » <p>Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une aire abritée pour la dépollution des véhicules. Un véhicule était en cours de dépollution le jour de la visite. Néanmoins il a été constaté sur site la présence de carcasses compactées avec leurs pneus et pare-chocs, qui sont des pièces volumineuses en plastique. L'exploitant indique avoir parfois des difficultés à retirer les roues et pneumatique de certains véhicules.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit dépolluer tous les véhicules avant compactage. Il doit utiliser les moyens adaptés à cette fin.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 14 : Modification des installations

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46</p>
<p>Thème(s) : Autre, Modification des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en</p>

<p>application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La société EPUR a transmis le 21 juin 2023 à M. le préfet un dossier de porter à connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaménager le plan des stockages et activités du site; - augmenter la capacité de stockage de déchets pour massifier les transports des déchets collectés, cela implique notamment la construction d'un bâtiment dédié aux produits dangereux; - permettre une "rupture de la traçabilité" de certains déchets faisant l'objet d'un regroupement. <p>Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a émis un avis défavorable sur ce projet par courrier du 6 février 2024.</p> <p>La "rupture de traçabilité" sollicitée est en fait une demande de non saisie, dans le registre des déchets sortant Trackdéchets, de l'exhaustivité des déchets composant un lot regroupé. La traçabilité reste assurée par le logiciel ERP de la société EPUR. Dans l'attente d'une prochaine mise à jour des prescriptions préfectorales encadrant l'activité du site, cette absence de saisie exhaustive dans le registre des déchets sortants des déchets composants un lot regroupé peut être mise en œuvre si la traçabilité des déchets composants le lot reste assurée par un autre moyen.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le projet d'évolution du site doit être revu au regard de l'avis défavorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours du 6 février 2024, partagé à la société EPUR, et des non-conformités relevées dans le présent rapport. Le projet ne peut être mis en œuvre en l'état.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : La cuve de gasoil non routier utilisé pour les engins circulant à l'intérieur du site est revêtue d'une étiquette comportant les pictogrammes de danger, les phrases de risques, les actions à mettre en œuvre en cas de déversement accidentel ou d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite